

Consolidation de la paix

De nombreux pays sortant d'un conflit retournent à l'état de guerre ; L'appui à la consolidation de la paix doit aussi contribuer à prévenir la récurrence des conflits

La plupart des conflits armés touchent le monde en développement, et ils ont tendance à éclater dans les pays et dans les régions les plus pauvres. Les guerres civiles font des victimes non seulement parmi les combattants, mais aussi parmi la population, dont de nombreux enfants. Tout ceci alimente des rancœurs qui peuvent subsister après la fin d'un conflit.

Dans le but de prévenir les conflits et leur récurrence et de promouvoir la paix, la JICA mène des efforts concertés pour reconstruire le capital social et soutenir la reprise de l'économie, afin de contribuer à corriger les disparités (qui sont l'une des causes des conflits) et de favoriser l'égalité des chances. Elle s'emploie également à reconstruire les structures et les fonctions de l'État, et à renforcer la sécurité.

Situation générale

Dans le monde d'aujourd'hui, la grande majorité des conflits sont des guerres civiles survenant dans des pays en développement. Ces guerres sévissent le plus souvent dans les pays et les régions les plus pauvres. Le nombre de victimes civiles augmente à mesure que la distinction entre combattants et civils se fait plus floue. Il en résulte une plus grande proportion de morts dans la population, dont de nombreux enfants.

Les moyens politiques employés pour prévenir et résoudre les conflits et pour consolider la paix, comme le contrôle des armements et la diplomatie, montrent leurs limites. L'aide au développement joue un rôle de plus en plus important dans la consolidation de la paix, car elle atténue les disparités économiques et favorise l'égalité des chances, entre autres facteurs.

Le gouvernement japonais contribue activement à la consolidation de la paix, un enjeu qu'il a identifié comme prioritaire dans sa Charte de l'APD et dans sa politique à moyen terme en matière d'APD.

La « consolidation de la paix » étant définie différemment d'un endroit à l'autre, on privilégie une approche globale intégrant les perspectives militaire, politique et socioéconomique.

Les conflits détruisent les infrastructures sociales et physiques, et ils défont les liens qui unissent la société, laissant perdurer des rancœurs qui exacerbent la souffrance des deux côtés. Selon une étude de la Banque mondiale, dans les cinq ans qui suivent la signature d'un accord de paix ou de cessez-le-feu, près de 50 % des pays retournent à l'état de guerre.

Actions de la JICA

La JICA s'attache à prévenir les conflits et à promouvoir la paix. Dans le cadre de ses efforts visant à prévenir le déclenchement ou la récurrence d'un conflit, elle intervient juste après l'achèvement du conflit pour aider la population à surmonter certaines difficultés et pour contribuer à créer des conditions favorisant la stabilité à moyen et long terme.

L'Agence soutient plus particulièrement (1) la reconstruction du

Étude de cas

Appui à la reconstruction et au développement d'une région accusant un important retard dû à un conflit

Ouganda : Projet de planification du réseau routier rural dans le nord du pays

En Ouganda, les efforts de reconstruction et de développement ont démarré en 2006, après le lancement des négociations de paix avec l'opposition, à la suite de longues années de conflit intérieur. Le développement de la région Nord, le centre de l'insurrection, relevait véritablement de la gageure.

Après les négociations de paix, le Japon a recentré ses efforts : l'aide humanitaire et les secours d'urgence ont fait place aux initiatives en faveur de la reconstruction et du développement. En 2009, la JICA a envoyé à deux reprises un groupe d'étude chargé de préparer un projet dans la région Nord, où le conflit a fait le plus de ravages.

Les traces du conflit étaient les plus visibles dans le district d'Amuru, et le retour des déplacés dans leurs villages d'origine d'autant plus lent. Pour faciliter leur retour et leur réinstallation, la JICA a contribué à évaluer l'état du réseau routier

et à établir un plan d'amélioration de celui-ci. Un projet pilote a permis de réparer et d'améliorer des routes et de refaire des ponts.

Dans le cadre de ce projet, un atelier organisé en mars 2010 a permis d'élaborer un schéma directeur pour l'entretien et la sécurité du réseau routier. Ce plan porte sur la restauration du réseau routier entre Otwee et Anaka, et entre Otwee et Wii Anaka, deux tronçons considérés comme prioritaires. Il prévoit également la réfection des ponts entre ces différentes villes. Les activités ont démarré en avril. Ce projet a pour objectifs d'aider les réfugiés à rentrer dans leurs foyers, de faciliter la distribution des denrées agricoles et d'améliorer l'accès à la capitale du district.

Outre l'aménagement de routes et de ponts, il est prévu de développer l'infrastructure locale nécessaire à la réinstallation des réfugiés, ce qui englobe la construction d'installations d'adduction d'eau, d'écoles et de structures de santé.



Chantier de construction du pont reliant Otwee à Anaka



capital social, (2) la reprise économique, (3) la reconstruction des structures et des fonctions de l'État, et (4) le renforcement de la sécurité.

De nouvelles initiatives se concentrent sur l'appui aux déplacés internes fuyant la guerre civile. Dans le nord de l'Ouganda, par exemple, la JICA a contribué au retour et à la réinstallation des populations déplacées après la guerre. D'autres efforts portent sur

des projets de recherche sur les modalités d'évaluation des besoins en matière de consolidation de la paix.

À l'avenir, la JICA entend renforcer ces initiatives tout en développant les ressources humaines dans les régions et les pays touchés par des conflits, en s'appuyant sur son expérience et sur la formation.

Étude de cas

70 % des diplômés des centres de formation professionnelle trouvent du travail ou créent leur entreprise

Soudan : Projet d'amélioration des compétences de base et de la formation professionnelle au Sud-Soudan (phase I)

La guerre civile opposant depuis plus de 20 ans le Nord au Sud-Soudan a pris fin en janvier 2005. Toutefois, le pays était dévasté, et sa population en proie à d'incommensurables difficultés, et quasiment privée d'accès à l'éducation.

La JICA a lancé un projet pour former des chefs de file capables de reconstruire le Sud-Soudan un an et demi après la conclusion d'un accord de paix.

Des instructeurs ougandais contribuent à la formation professionnelle

On estime à 4,6 millions le nombre de personnes ayant fui les zones touchées par le conflit, pour se réfugier dans d'autres régions du Soudan ou dans des pays voisins. Les possibilités d'éducation sont devenues quasiment nulles pour les populations restées au Sud-Soudan.

Compte tenu du faible niveau de compétences techniques de la population locale après la guerre, la majorité de la main d'œuvre est constituée de ressortissants des pays voisins. Les établissements consacrés à la formation professionnelle sont restés fermés pendant la guerre, et les capacités des formateurs ont décliné, sachant que les programmes de formation n'ont pas évolué pendant 30 ans et qu'il n'y a pas eu de lignes directrices en matière d'éducation. Pour que les projets de réhabilitation puissent revitaliser l'économie locale, il importait

de former un maximum d'ingénieurs et de techniciens, ainsi que d'autres effectifs capables de mener à bien la reconstruction du Sud-Soudan.

Répondant à une demande du gouvernement soudanais, la JICA a lancé un projet au Sud-Soudan en 2006, soit un an et demi après la signature d'un accord de paix. Ce projet devait permettre aux stagiaires – parmi lesquels figuraient de nombreux réfugiés de retour dans leurs foyers – de mettre à profit les connaissances techniques acquises pour améliorer leurs conditions de vie, et aux ingénieurs ayant suivi cette formation de contribuer au processus de reconstruction et de consolidation de la paix.

Dans le cadre de ce projet, la JICA a appuyé le renforcement des capacités du Centre de formation multiservices de Juba, un établissement appelé à jouer un rôle clé pour l'avenir. L'Agence a également contribué à développer les capacités des prestataires de formation non formelle (ONG, etc.), qui assurent des formations courtes centrées sur des techniques utilisables directement pour améliorer la vie quotidienne des intéressés. Cette aide comprend la fourniture des équipements et matériels nécessaires, et porte sur la rénovation des établissements. La JICA mise sur la notion de diffusion « d'Africain à Africain » pour le transfert des méthodes d'enseignement et l'actualisation des matériels pédagogiques. Ainsi, des instructeurs ougandais

issus de l'Institut de formation professionnelle de Nakawa, que la JICA soutient depuis des années, ont aidé à former 3 861 Soudanais dans des domaines comme la mécanique automobile, la transformation et le soudage de la tôle, la plomberie, le câblage électrique, la climatisation, la menuiserie, la construction, la bureautique et l'administration, l'informatique, la confection (la couture), l'agroalimentaire et les services hôteliers. Une étude de suivi menée en octobre 2009 a montré que 70 % des stagiaires avaient trouvé un emploi ou créé leur propre activité moins de six mois après l'obtention de leur diplôme, et que leurs revenus avaient augmenté de 138 %.

La JICA a répondu à de nouvelles demandes de formation en tirant parti des expériences accumulées durant les trois premières années de ce projet. Elle a notamment prévu une formation de courte durée pour les ex-combattants démobilisés et pour la population générale. Cette formation serait la première activité menée par un organisme donateur à l'appui des objectifs de désarmement, de démobilisation et de réintégration sociale figurant dans l'accord de paix.

Un point de vue local

Awut Deng Acuil, ministre du Travail, de la fonction publique et du développement des ressources humaines

Le Sud du Soudan souffrait d'un énorme déficit éducatif engendré par la guerre, et il était extrêmement difficile de trouver des effectifs techniques compétents. Même pour des emplois non qualifiés, nous dépendions de la main d'œuvre étrangère, si bien que les Soudanais ne trouvaient pas de travail et que les prix augmentaient. La formation professionnelle joue un rôle capital pour le développement futur du Sud-Soudan.

Un point de vue local

Ex-combattant ayant bénéficié d'une formation
Après avoir été démobilisé, je n'avais aucune idée de la façon dont j'allais pouvoir gagner ma vie. Heureusement, les compétences acquises durant ma formation me permettent aujourd'hui d'être indépendant et de subvenir aux besoins de ma famille.



Travaux pratiques dans le cadre d'une formation en maintenance automobile au Centre de formation multiservices de Juba.